

L'agriculture durable peut nourrir le monde, mais...

Alternatives Economiques



SEPTEMBRE 2011 | NUMERO 305 BIS

www.alternatives-economiques.fr



**NOURRIR
LE MONDE
sans détruire
la planète**

Un autre modèle agricole et alimentaire est possible

www.cfsi.asso.fr

La collection de référence pour comprendre les grandes questions économiques et sociales

jusqu'à 20 % de réduction

ALTERNATIVES INTERNATIONALES HORS-SÉRIE
Mars 2011 • 9,50 €

CLIMAT, BIODIVERSITÉ, RISQUES INDUSTRIELS...
35 THÈMES, 175 CARTES ET GRAPHIQUES

L'ÉTAT DE LA TERRE 2011

IDDRI LA TERRE

Changeement climatique, risques industriels, ressources non renouvelables, biodiversité, sécurité alimentaire, eau..., ce hors-série fait le tour des grands enjeux environnementaux.

ALTERNATIVES INTERNATIONALES HORS-SÉRIE IV
DÉCEMBRE 2010 • 9,50 €

L'état de la mondialisation

2011

Régulation de la finance, flux migratoires, négociations sur le climat, prolifération nucléaire..., 25 synthèses sur les grands enjeux mondiaux et l'analyse des points chauds de la planète, région par région.

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES HORS-SÉRIE
Mars 2011 • 9,50 €

Les marchés financiers

État des lieux. Pourquoi tant de crises ? La monnaie en puissance des marchés. Controverses. Les marchés servent-ils le bien-être social ? Enjeux. Comment mettre la finance sous contrôle (ou seront les prochains crises ?) Et des fiches pour comprendre les marchés.

Comment les marchés financiers sont-ils devenus aussi puissants ? Pourquoi sont-ils si instables ? Peut-on les contrôler ? Trois questions clés auxquelles répond ce hors-série grâce aux contributions de chercheurs, banquiers, hommes politiques et régulateurs.

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES

Le temps des femmes

Liberté, égalité, parité, la révolution continue. Suède, Espagne, Tunisie, Japon, Inde, États-Unis... la situation des femmes à travers le monde.

L'émancipation des femmes. Le point sur la révolution sociale majeure de ces cent dernières années en France et dans le monde.

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES

Et si on changeait tout...

Maîtriser la mondialisation, partager les richesses, vivre autrement, tenir la planète... 60 initiatives et propositions pour changer le monde.

Non, nous ne sommes pas condamnés à voir les inégalités s'accroître. Non, la mondialisation libérale n'est pas la seule possible. Oui, on peut aller vers un autre mode de vie plus respectueux des personnes et de l'environnement. 60 initiatives et propositions pour changer le monde.

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES

La richesse autrement

Pourquoi le PIB est insuffisant pour mesurer la richesse. Des nouveaux indicateurs pour compter le développement durable, bien-être... Un aperçu démocratique unique.

Bien-être, développement durable, lien social..., quels indicateurs pour mesurer la richesse autrement.

Vous pouvez également commander ces numéros en vous connectant sur notre site internet www.alternatives-economiques.fr/vpc

OFFRE SPÉCIALE jusqu'à 20 % de réduction

Oui, je souhaite profiter de votre offre, j'indique ci-dessous mon choix :

Réf.	Titres	Nbre d'ex.	Prix unitaire	Montant total
HS A19	L'état de la Terre	9,50 €		
HS A18	L'état de la mondialisation	9,50 €		
HS 87	Les marchés financiers	5,90 €		
HSP 51	Le temps des femmes	9,50 €		
HSP 49	Et si on changeait tout...	9,50 €		
HSP 48	La richesse autrement	9,50 €		
Total de votre commande				
Je commande 4 exemplaires ou plus : je bénéficie de 20 % de réduction que je déduis sur le montant total :				

Je choisis de régler :

par chèque bancaire ou CCP à l'ordre d'Alternatives Economiques

par carte bancaire (CB, Visa, Eurocard) paiement sécurisé

n° _____
Indiquez les 3 derniers chiffres au dos de votre carte : _____

Frais de port offerts

Date et signature

(obligatoire si paiement par carte)

Mes coordonnées :

Nom : _____

Prénom : _____

Courriel : _____

Organisme, société : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Merci d'envoyer votre commande accompagnée de votre règlement à Alternatives Economiques, Abonnements, 12, rue du Cap-Vert, 21800 Quétigny

Commandes par téléphone au 03 80 48 10 40 (paiement par CB)

Fondateur, conseiller de la rédaction : Denis Clerc

Editorialiste : Philippe Frémeaux (28 90)

RÉDACTION : 28 rue du Sentier 75002 Paris, tél. 01 44 88 28 90

Courriel : redaction@alternatives-economiques.fr

Pour joindre directement votre correspondant, composez

le 01 44 88 suivi des quatre chiffres entre parenthèses.

Directeur général, directeur de la rédaction : Thierry Pech (28 90)

Rédacteur en chef : Guillaume Duval (28 92)

Rédacteurs en chef adjoints : Sandra Moatti (95 36),

Christian Chavagneux (27 38)

Secrétaire général de la rédaction : Daniel Salles (28 98)

Macroéconomie : Christian Chavagneux, Sandra Moatti

Entreprise : Marc Chevallier (27 39)

Société : Laurent Jeanneau (95 38), David Belliard (95 39),

Manuel Domergue (95 91), Nairi Nahapétian (23 85)

Consommation : Claire Alet (23 86)

Travail, social : Camille Dorival (28 99)

International : Antoine de Ravignan (95 92)

Histoire : Gérard Vindt

Livres : Christian Chavagneux (27 38)

Ecrans : Igor Martinache

Blogs éco : Gilles Raveaud

Agir, agenda : Manuel Domergue (95 91)

Ont également participé à ce numéro : Mathilde Bonnard,

Laurence Estival, Jean-Louis Vielajus

Secrétariat de rédaction, iconographie : Martine Dortée (27 37),

Nathalie Zemmour-Khorsi (28 96), Charlotte Chartant (95 37)

Relations extérieures, association des lecteurs :

Véronique Orlandi (95 90), Hélène Creix (28 90)

Rédaction Web : Manuel Domergue (95 91)

Développement Web : Romain Dortier

Directeur du développement : David Belliard (95 39)

Directrice commerciale : Hélène Reithler (27 33)

Chargée de promotion diffusion : Aïssata Seck (28 97)

Assistante marketing : Marianne Thibaut (58 81)

PUBLICITÉ : L'autre région

28, rue du Sentier 75002 Paris, tél. 01 44 88 28 90

L'Autre région

Directeur de région : Jérémy Martinet (27 34)

Directeur de clientèle : Nicolas Chabret (27 35)

Chef de publicité : Anne Pichonnet (28 93)

RELATIONS CLIENTS, FABRICATION

12, rue du Cap-Vert 21800 Quétigny

Tél. 03 80 48 10 25 - Fax 03 80 48 10 34

Relations clients : Delphine Dorey (chef de service),

Stéphanie Claudel (adjointe),

Colette Aubertin, Lucia Bonvin, Marilyn Fleutot, Isabelle Glauser,

Philippe Glommeau, Claude Pettinaroli, Yolande Puchaux

Courriel : abonnements@alternatives-economiques.fr

Directeur administratif et financier : François Colas

Comptabilité : Zineb Hemairia, Odile Villard

Maquette, infographie : Odile Al Daghistani, Marie-July Berthelier,

Lucie Foulon, Christine Martin

Conception graphique : Rampazzo et associés (Paris)

Couverture : photo : MGE - Gret

Imprimerie : Bialec (Nancy)

Inspection des ventes (dépositaires et diffuseurs) :

Sordiap : Delphine Pellan, tél. 01 42 36 92 04, dpellan@sordiap.fr

Diffusion : En kiosque : Prestalis

En librairie : Dif pop, 81 rue Romain Rolland, 93260 Les Lilas

Tél. 01 43 62 08 07 - Fax 01 43 62 07 42

Édité par Scop-SA Alternatives Economiques.

RC 84 B 221 Dijon, Siret 330 394 479 00043.

Le capital est partagé principalement entre les salariés de la Scop-SA,

l'Association des lecteurs d'Alternatives Economiques et la Société civile

des lecteurs d'Alternatives Economiques.

Directeur des publications, président du conseil

d'administration : Philippe Frémeaux

CPPAP : 0314 184446

ISSN : 0247-3739

Dépôt légal : à parution

Imprimé en France/Printed in France sur papier composé de fibres

certifiées FSC

© Alternatives Economiques. Toute reproduction, même partielle, des textes, infographies et documents parus dans le présent numéro est soumise à l'autorisation préalable de l'éditeur, quel que soit le support de la reproduction. Toute copie destinée à un usage collectif doit avoir l'accord du Centre français du droit de copie (CFC) : 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. : 01 44 07 47 70, fax : 01 46 34 67 19.



Etat d'urgence

La triste actualité de cette année 2011 dans la Corne de l'Afrique vient nous rappeler que la faim peut être une arme de destruction massive. La pire situation est réservée aux habitants de la Somalie, où une longue sécheresse est venue

aggraver encore les effets de l'instabilité politique et d'un conflit qui ont ruiné son agriculture et son économie. La solidarité avec le peuple somalien est indispensable et les actions visant à réduire la famine et la malnutrition urgentes.

Cette situation ne doit pas, pour autant, nous faire oublier une autre urgence : celle de nourrir environ 9 milliards d'êtres humains qui peupleront la planète en 2050. Certes, près de quarante ans nous séparent de cette échéance, mais le délai est court pour relever un tel défi. Dans cette perspective, nous avons pris le parti d'interroger divers chercheurs, agronomes et géographes, climatologues et environnementalistes, économistes et sociologues sur l'avenir de l'agriculture mondiale et de la consommation alimentaire.

Ceux-ci dressent le constat des limites des ressources naturelles disponibles pour nourrir la population mondiale, comme celles du modèle agricole intensif dominant dans les pays riches. D'un côté, il y a des tensions sur les terres arables, non extensibles à l'infini et où se joue de plus en plus une compétition entre leurs usages alimentaires et leurs usages énergétiques. Il y a un risque d'épuisement des ressources

en eau. Il y a les atteintes à la biodiversité et les émissions de gaz à effet de serre induites par l'agriculture industrielle. De l'autre côté, on assiste à une standardisation des régimes alimentaires. A la suite des pays dits développés, les pays émergents ont adopté un modèle fondé sur une consommation de plus en

plus riche en protéines animales (la viande), entraînant des besoins toujours croissants de céréales pour l'alimentation des animaux.

Il est donc impératif de faire évoluer les modèles agricoles comme les régimes alimentaires, ici et là-bas. Ces transformations seront lentes, au rythme des changements des pratiques des producteurs comme des consommateurs. Elles impliquent d'ores et déjà des orientations politiques fortes et demandent des investissements publics importants au service d'une agriculture durable. La recherche doit être remobilisée. Les initiatives

locales porteuses de changement global doivent être identifiées et soutenues. Au Nord comme au Sud, les citoyens et les consommateurs doivent eux aussi modifier leurs habitudes alimentaires.

Il est possible de résoudre la faim et la malnutrition d'ici à 2050 et de garantir à tous une alimentation de qualité. Encore faut-il avoir la volonté politique d'aboutir. Avec un repère : le droit à l'alimentation. Et une exigence : une cohérence de l'action publique nationale et internationale pour répondre à ce défi majeur du XXI^e siècle. ■

PAR
JEAN-LOUIS VIELAJUS*



Il est impératif de faire évoluer les modèles agricoles comme les régimes alimentaires, ici et là-bas



Sénégal. Pour satisfaire les besoins alimentaires de l'humanité en 2050, il faudrait augmenter de 70 % la production agricole mondiale, selon les projections de la FAO.

FAIM Subvenir aux besoins de 9 milliards d'humains en 2050 nécessite une remise en cause de modes de production et de consommation qui épuisent les capacités de la planète.

NOURRIR UN MONDE AUX RESSOURCES LIMITÉES

L'équation relève du casse-tête : en 2050, la Terre pourrait compter 2 milliards d'êtres humains de plus qu'aujourd'hui. Comment les nourrir, alors que déjà 925 millions de personnes sont victimes de la faim ? Aujourd'hui pourtant, le monde produit plus d'aliments que nécessaire : 330 kilogrammes de céréales (ou équivalent) par habitant et par an, en moyenne, pour des besoins estimés à 200 kilogrammes. Ainsi, la malnutrition

n'est pas un problème de disponibilités physiques, mais une question d'inégalités d'accès à la nourriture et d'inégalités de revenus, ainsi que de politique économique et sociale. Mais qu'en sera-t-il demain ?

Pour satisfaire les besoins de l'humanité en 2050, il faudrait augmenter de 70 % la production agricole mondiale, selon les projections de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agricul-

ture (FAO). La production céréalière devrait passer de 2,1 à 3 milliards de tonnes, tandis que celle de viande devrait plus que doubler, passant de 200 à 470 millions de tonnes.

Le défi n'est pas mince

Le défi n'est pas mince. L'accroissement des superficies agricoles est-il envisageable ? Si seul le quart des surfaces considérées comme exploitables par la FAO est effectivement utilisé, peu d'experts estiment possible une forte extension de l'espace cultivé (voir page 10). Peut-on alors jouer sur

Les hausses de rendements plafonnent et n'excèdent nullement 1 % par an

la hausse des rendements ? Il faudrait dans ce cas, selon la Banque mondiale, les faire progresser de 1,8 % par an en moyenne.

Les plus optimistes y croient : il s'agit ni plus ni moins que de maintenir le cap de ce que l'on a appelé la « révolution verte » : l'intensification de l'agriculture, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans les pays occidentaux puis, à partir des années 1960, dans bien des pays du Sud. La sélection variétale associée à l'irrigation, la mécanisation et l'usage intensif des engrais chimiques et des produits de traitement a en effet permis aux pays du Nord d'enregistrer des hausses de rendements comprises entre 2 % et 3 % par an entre les années 1960 et 1990.

De même, grâce à l'introduction des engrais et des variétés à haut rendement, de nombreux pays du Sud ont enregistré des performances similaires jusqu'aux années 2000, quoique selon des modèles très différents. Dans les pays pauvres et densément peuplés, comme l'Inde ou le Vietnam, cette intensification a reposé non sur le machinisme mais sur le travail à la main et la traction animale, contrairement à un pays comme le Brésil, dont l'agriculture d'exportation repose sur un système latifundiaire fortement mécanisé.

Un modèle intensif en bout de course

Cependant, au Nord comme au Sud, avec l'emploi massif des intrants (*) chimiques, le potentiel des variétés à haut rendement tend aujourd'hui à être atteint : les hausses de la production à l'hectare plafonnent et n'excèdent nulle part 1 % par an. En raison des dégradations de l'environnement, les rendements peuvent même régresser.

La consommation mondiale d'engrais chimiques a en effet quadruplé en quarante ans, passant de 31 millions à 134 millions de tonnes entre 1960 et 2000. En Asie, elle s'est littéralement envolée, allant de 3 millions à 72 millions de tonnes, soit 190 kg par hectare, très loin devant l'Afrique où leur utilisation reste faible (13 kg/ha). Si l'Afrique a intérêt à

recourir davantage aux engrais de synthèse – ses rendements céréaliers sont de 1,2 tonne par hectare, contre 3 tonnes en moyenne dans l'ensemble des pays en développement –, leur usage intensif ■■■



Intrants : produits nécessaires à la production agricole (engrais, semences, pesticides, etc.).

L'AGRICULTURE, SOURCE DE GAZ À EFFET DE SERRE

Au niveau mondial, la production agricole génère près de 14 % des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine, selon le World Resources Institute (1). Dans l'Union européenne, même si sa part arrive loin derrière la production d'énergie (31,1 %) ou les transports (19,6 %), elle compte tout de même pour 9,6 %. Ce qui n'est pas négligeable, d'autant que ce chiffre n'intègre pas l'énergie considérable qu'il a fallu consacrer à la fabrication des engrais.

Les trois quarts des émissions agricoles mondiales sont le fait des engrais azotés et des élevages (le quart restant provenant entre autres de la consommation d'énergie : tracteurs, machines, etc.). Si une partie des apports d'azote non consommés par les plantes s'écoule dans les rivières ou s'infiltré dans les sols, une autre se disperse dans l'air sous forme d'oxyde d'azote, un puissant gaz à effet de serre. Les élevages, de leur côté, émettent également de l'oxyde d'azote (les déjections animales), mais surtout du méthane, lié à l'activité digestive des animaux. Quant aux rizières, accusées d'émettre aussi beaucoup de méthane, il faut rappeler qu'elles en rejettent trois fois moins que les élevages.

Au niveau du continent européen, les émissions agricoles ont diminué de 20,2 % entre 1990 et 2007. Cette baisse est plus importante que le recul de 11,3 % enregistré tous secteurs confondus. Reste qu'une grande partie de cette diminution a été enregistrée au début des années 1990, à l'époque de la mise en place des quotas laitiers dans l'Union européenne. Or, depuis 2008, ceux-ci sont en cours de démantèlement et ils devraient être

totallement libéralisés en 2015, ce qui pourrait entraîner une croissance de la production laitière et donc des émissions agricoles...

A ces émissions directement liées à la production s'ajoutent celles de gaz carbonique induites par le changement d'usage des sols. Par exemple, lorsqu'on détruit une forêt ou qu'on retourne une prairie naturelle pour étendre les superficies consacrées à l'alimentation animale ou aux agrocarburants. Ces rejets représentaient en 2005 environ 12 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, un volume qui s'ajoute aux 14 % des émissions agricoles directes.

La volonté de l'Union européenne de développer sa consommation d'agrocarburants augmente le poids de ces émissions indirectes. D'une part, ses jachères sont converties en cultures d'oléagineux ou de betteraves à sucre destinées à produire du biodiesel ou de l'éthanol. D'autre part, pour satisfaire leurs besoins, les Vingt-Sept recourent aux importations de cultures industrielles en provenance du Brésil ou d'Indonésie qui ont nécessité un changement de l'usage des sols dans ces pays. « En 2009, l'accroissement de la production européenne de graines oléagineuses n'a permis de couvrir que 50 % des besoins supplémentaires de l'industrie européenne du biodiesel, soit environ 2,9 millions de tonnes. Le reste a été fourni par des importations extra-européennes », pointe François Polet, chargé d'études au Centre tricontinental (Cetri), une organisation non gouvernementale belge.

1. Voir « L'état de la Terre 2011 », hors-série n° 9 d'Alternatives Internationales, page 19.



Élevage au Mexique. Les trois quarts des émissions de gaz à effet de serre agricoles sont le fait des rejets des élevages et des engrais azotés.

L'AGRICULTURE AMÉRICAINE SOUS PRESSION

Aux Etats-Unis, la nappe de l'Ogallala, la plus grande réserve d'eau du pays, qui s'étend sous une partie du Nebraska, du Dakota-du-Sud, du Colorado, du Kansas, de l'Oklahoma, du Nouveau-Mexique et du Texas, a perdu 33 % de ses capacités depuis 1950. Ce « poumon bleu » joue un rôle vital tant pour l'alimentation des consommateurs que pour les activités économiques, notamment agricoles. Certains experts prévoient même sa disparition au cours de la deuxième moitié du siècle !

L'eau de l'une des plus grandes réserves souterraines mondiales, d'une superficie équivalente à celle de la France, est pompée trois fois plus vite qu'elle ne se renouvelle. Principale accusée : l'agriculture, et notamment le développement de l'irrigation, qui a connu depuis les années 1950 une expansion vertigineuse, dopant les rendements céréaliers. Au Texas, certaines régions sont déjà sous pression et la taille des cheptels commence à diminuer, les agriculteurs ne pouvant plus produire suffisamment de céréales pour nourrir leur bétail. La question est prise très au sérieux par l'Etat fédéral



et de nombreux organismes scientifiques régionaux travaillent sur le développement de nouvelles pratiques agricoles afin de sauvegarder ce réservoir en péril.

■■■ ailleurs provoque des désastres écologiques. Ainsi, les excédents d'azote, qui se retrouvent dans les nappes phréatiques et les rivières, stimulent le développement d'algues dont la décomposition, en absorbant l'oxygène de l'eau, menace la vie d'autres espèces aquatiques.

Les ressources naturelles sous pression

Cette pollution est en outre aggravée dans certaines régions d'élevage par la concentration du bétail. Les déjections animales, également riches en azote, s'infiltrant dans les sols et les nappes souterraines. Dans l'Union européenne, les premières traces de nitrates d'origine agricole ont été enregistrées dans les forages dès les années 1970, obligeant Bruxelles à imposer

en 1991 une directive visant à limiter à 50 milligrammes par litre leur présence dans les nappes phréatiques et les rivières. Un texte auquel la France, notamment, continue de contrevenir.

Exposées à la pollution, les réserves d'eau douce reculent aussi dangereusement en raison du développement de l'irrigation. Ce phénomène inquiète de plus en plus les agriculteurs au Nord comme au Sud (voir encadré ci-dessus). La pratique excessive de l'irrigation est en outre responsable d'une augmentation de la teneur en sel des sols, qui tue les végétaux. Entre 20 et 30 millions sur 300 millions d'hectares de terres irriguées dans le monde seraient concernés par ce phénomène de salinisation (3,8 millions sur 28 millions en Europe). S'y ajoute le problème de

l'érosion, facilitée par la disparition des obstacles au ruissellement de l'eau, tels que haies et bosquets. Au total, selon la Banque mondiale, entre 5 et 10 millions d'hectares sur 1,5 milliard d'hectares cultivés dans le monde disparaissent

chaque année, du fait de pratiques peu respectueuses de l'environnement.

Le développement de l'agriculture industrielle a également mis à mal la biodiversité : alors qu'une espèce sur 50 000 s'éteint naturellement chaque année, ce rythme s'est emballé au cours de ces dernières années et pourrait être 1 000 fois plus important au cours des prochaines décennies. En 2050, ce sont entre 6 % et 20 % des espèces qui pourraient disparaître, malgré la mise en place de zones protégées, qui couvrent 14 % de la surface du globe. Or, la préservation de la biodiversité est indispensable à la survie de l'être humain : ainsi, 9,5 % de la valeur de la production agricole mondiale dépend des insectes pollinisateurs, dont beaucoup sont aujourd'hui menacés, rappelle le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnu).

Un système insoutenable

« La plupart des systèmes de production agricole compromettent la capacité de la Terre à produire suffisamment de nourriture dans le futur. Globalement, la production agricole a dépassé les limites environnementales ou est proche de l'être », avertit le Standing Committee on Agricultural Research (SCAR), un groupe de scientifiques européens qui joue un rôle de conseil auprès de la Commission européenne (1). Pire, alors que l'agriculture représente en moyenne 70 % des prélèvements d'eau douce dans le monde, le changement climatique va en réduire les disponibilités. Du coup, les rendements céréaliers pourraient décroître de 3 % à 16 % d'ici à 2050 dans les pays industrialisés et de 9 % à 21 % dans les pays en développement, selon la Banque mondiale. Voire de 50 % en Afrique australe, selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec). En Afrique subsaharienne, les zones arides devraient gagner du terrain, passant de 60 millions à 90 millions d'hectares.

Outre des céréales jouant un rôle central dans l'alimentation comme le riz en Asie ou le maïs en Afrique, d'autres cultures vitales seront affectées. L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (Ifpri) s'attend à une diminution de 13 % de la récolte de patates douces en Afrique. La fonte des glaciers et la dilatation des océans devraient quant à elles élever le niveau des mers et menacer les zones côtières. Or, ce sont elles qui accueillent en Asie la majorité de la population et la moitié des terres cultivées.

La plupart des systèmes de production agricole compromettent la capacité de la Terre à produire suffisamment de nourriture dans le futur

Standing Committee on Agricultural Research

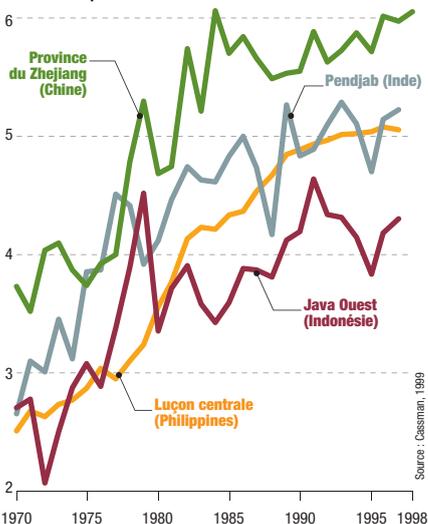


Les producteurs de riz thaïlandais commencent à réintroduire des variétés cultivées autrefois, moins gourmandes en produits de traitement et plus résistantes aux aléas climatiques.

ASIE : MENACE SUR LE RIZ

« **En Asie, depuis le début des années 2000, les rendements de riz n'augmentent plus aussi vite qu'auparavant. Les variétés hybrides qui avaient été introduites depuis les années 1960 atteignent les limites de leur**

Evolution des rendements céréaliers en Asie, en tonnes par hectare



potentiel », explique Patricio Mendez del Villar, chercheur au Centre international de recherche agronomique pour le développement (Cirad). « Dans nombre de régions indiennes, les sols sont pollués du fait d'un trop grand recours aux engrais et aux pesticides », ajoute le chercheur. Entre la stagnation des rendements – voire leur baisse sur les sols dégradés et pollués – et la hausse des prix des intrants – dont les coûts de production sont étroitement liés aux prix de l'énergie –, les producteurs voient leurs revenus rognés par les deux bouts.

En Thaïlande, beaucoup d'entre eux sont en train de changer leur fusil d'épaule, cherchant à introduire des variétés plus rustiques leur permettant de réduire les apports en produits de traitement. Si le continent commence à expérimenter des pratiques culturelles plus soucieuses de l'environnement, les laboratoires de recherche indiens et chinois s'emploient également à tester des variétés d'organismes génétiquement modifiés (OGM) qui permettraient de mieux résister à un changement climatique annoncé.

Résultat : d'ici à 2080, 600 millions de personnes supplémentaires pourraient être victimes de la faim du fait du réchauffement climatique.

La recherche agronomique internationale commence à se soucier de mettre au point des variétés plus résistantes aux aléas climatiques. Ironie de l'histoire : les premiers essais ont démontré que c'était essentiellement des variétés anciennes, et pratiquement abandonnées aujourd'hui, qui affichaient les meilleures performances ! Des recherches sont également engagées pour une utilisation plus rationnelle de l'eau. Partout l'idée de développer une agriculture utilisant au mieux les potentialités des écosystèmes pour sauvegarder les ressources devenues rares fait son chemin (voir page 8), dans un contexte où l'agriculture doit aussi réduire ses émissions de gaz à effet de serre, lutte contre le réchauffement oblige.

Changer de régime

Pour nourrir la planète, il faudra également limiter les gaspillages. Selon la FAO, 30 % des récoltes seraient perdues à tous les niveaux de la chaîne alimentaire, aussi bien en amont (récoltes qui pourrissent sur place dans les pays du Sud faute de moyens de transport pour les acheminer sur les lieux de consommation, etc.) qu'en aval (rebuts de l'industrie agroalimentaire, produits emballés et non consommés, voire jetés dans les pays du Nord). Une modification des régimes alimentaires des pays industrialisés, riches en protéines animales, qui se répandent aujourd'hui dans les pays émergents (Chine, Inde, Brésil...) au fur et à mesure de l'augmentation du niveau de vie d'une partie de la population sera aussi nécessaire. Les céréales dédiées à l'alimentation animale représentent en effet les besoins caloriques de 3,5 milliards d'hommes, selon le Pnu.

La solution ne consiste évidemment pas à rayer le bétail de la carte de l'agriculture mondiale, mais d'évoluer vers des régimes plus équilibrés. Une alimentation trop riche multiplie les cas d'obésité et de maladie cardiovasculaire aussi bien au Nord que dans les pays émergents, où une minorité de « trop nourris » côtoie, comme en Inde, des populations souffrant de la faim. Un chantier complexe, qui oblige à repenser intégralement nos politiques agricoles et alimentaires, du champ jusqu'à l'assiette. ■

1. Voir « Sustainable Food Consumption and Production in a Resource-Constrained World », par le Standing Committee on Agricultural Research, Commission européenne, février 2011.

ALIMENTATION De plus en plus de voix militent pour rompre avec le modèle agro-industriel. Mais une agriculture plus verte pourra-t-elle répondre à nos besoins ?

L'AGRICULTURE DURABLE PEUT NOURRIR LE MONDE, MAIS...

Il y a tout juste vingt ans, le Paraguay faisait sa révolution... culturale. Les agriculteurs ont commencé à ne plus labourer les terres et à pratiquer à la place le semis direct, c'est-à-dire le fait de semer sur des sols non retournés et recouverts en permanence par de la paille et autres résidus de la récolte précédente. Non seulement ce couvert végétal fournit une matière organique permettant de réduire l'apport d'engrais chimiques, mais il protège les sols de l'érosion, à la différence d'une terre dénudée exposée au ruissellement. Les résultats sont probants : selon les situations, l'introduction du semis direct a

permis une hausse des rendements de 1 % à 30 %. Expérimentée en 1992, cette technique est aujourd'hui pratiquée sur 2,2 millions d'hectares, soit 65 % de la surface agricole du pays.

Partout, les initiatives fleurissent. Certains pays développent l'agroforesterie : les cultures au pied des arbres requièrent moins d'apport en eau grâce à l'ombrage et bénéficient de cet engrais naturel que constituent les feuilles tombées au sol. Le Malawi s'y est converti à la suite de la crise alimentaire de 2005 provoquée par une grave sécheresse. Les paysans qui ont adopté cette pratique ont vu leurs rendements de maïs passer de 1 à 2, voire 3 tonnes à l'hectare.

L'agroforesterie donne également des résultats dans les zones arides. Au Niger, les paysans multiplient les plantations d'acacias, des arbustes ne nécessitant pas de grandes quantités d'eau pour se développer et devenus de véritables usines à engrais vert. « Et si, au pied des arbres, on cultive des céréales, les

bénéfiques sont encore plus importants que pour les pois et l'arachides, car ces plantes ont des racines profondes qui retiennent l'eau et vont chercher loin les éléments minéraux dont elles ont besoin.

Dans le cas des céréales, on a observé dans les régions semi-arides une multiplication par 2,5 des rendements », indique Marc Dufumier, professeur à AgroParisTech, qui travaille depuis plusieurs années à la vulgarisation de techniques optimisant les potentialités de la nature et adaptées aux réalités économiques et sociales locales. Face au manque d'eau, les paysans sahéliens ont

appris à construire des petites digues de pierre autour de leurs champs, ce qui permet de réduire le ruissellement pendant la saison des pluies, de recharger les nappes phréatiques et d'améliorer l'humidité des sols. Au Sénégal, ces diguettes ont entraîné une hausse de 5 % à 10 % des rendements céréaliers.

Biodiversité contre insectes ravageurs

Entretien la biodiversité des espaces cultivés offre également des moyens efficaces de lutte contre les insectes ravageurs des cultures, tout en réduisant les épandages d'insecticides de synthèse. Une stratégie dont les agriculteurs bio des pays riches n'ont pas l'exclusivité, loin s'en faut. Au Kenya, des rangées de desmodium, une plante qui attire les insectes piégés par la matière gluante qu'elle produit, quadrillent les champs de maïs sur déjà quelques milliers d'exploitations. Grâce à cette innovation, leur production a doublé. Bénéfice col-

latéral : les paysans ont pu à moindres frais augmenter leur production de lait, le desmodium servant aussi à nourrir le bétail. « Toutes ces pratiques montrent la voie à suivre pour concilier nécessaire croissance de la production agricole au Sud, préservation de l'environnement et faiblesse des moyens matériels dont disposent les producteurs », affirme Marc Dufumier.

Mieux mesurer l'efficacité

Promues depuis longtemps par nombre d'organisations paysannes et d'associations de solidarité militant pour l'agro-écologie, ces pratiques rencontrent de plus en plus de soutiens au sein des gouvernements, des grandes institutions appuyant le développement agricole, telles que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ou la Banque mondiale, et des instituts internationaux de recherche agronomique, dont ceux regroupés au sein du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (1). Signe des temps : la Chine, prise en étau entre des besoins alimentaires croissants et la dégradation de ses ressources naturelles, a annoncé en janvier 2011 un vaste programme visant à encourager l'« agriculture de conservation » et la préservation des ressources en eau.

S'il voit le jour, ce projet permettra de mieux mesurer l'efficacité réelle de pratiques pour l'heure expérimentées, sauf exception, sur des superficies encore modestes. Les rares études systématiques réalisées sur le sujet sont néanmoins très encourageantes. Comparant les résultats de 286 projets récents d'agriculture durable couvrant 37 millions d'hectares dans 57 pays pauvres (soit sur 3 % des terres cultivées), une équipe de l'université d'Essex, au Royaume-Uni, a constaté que l'agro-écologie avait entraîné une augmentation moyenne des récoltes

Quand on valorise le potentiel des écosystèmes, il faut faire du sur mesure, chaque région ayant ses particularités "

José Tissier



Marian V. Lacampa - CFSI

Plantation d'arachides sous couvert arboré au Cameroun. L'agroforesterie donne de bons résultats, même en milieu aride.

de 79 %. Une progression de 116 % en Afrique et même de 128 % en Afrique orientale a été observée par rapport aux techniques culturelles classiques.

« Reste que la généralisation de ces pratiques est complexe », tempère José Tissier, responsable adjoint de la division développement agricole et rural à l'Agence française de développement. L'AFD a appuyé des projets expérimentaux conduits par le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) au Brésil, à Madagascar et au Cameroun. « Ce n'est pas comme la "révolution verte" »

lancée dans les années 1960, où les techniques – apports d'engrais chimiques et variétés améliorées – étaient les mêmes quel que soit le pays. Quand on valorise le potentiel des écosystèmes, il faut faire du sur mesure, chaque région ayant ses particularités. Les recherches doivent se poursuivre pour nous permettre de mieux connaître les interactions entre les plantes, les sols... », poursuit José Tissier. Une démarche désormais prônée par l'International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD), un organisme chargé d'évaluer le rôle des connais-

sances scientifiques et techniques agricoles : son rapport 2009 défend l'idée d'une « intensification écologique ».

Barrières culturelles et techniques

L'inflexion du discours des bailleurs de fonds et de la communauté scientifique internationale se traduira-t-elle par des soutiens concrets à l'agriculture durable ? Son développement se heurte en effet à bien des résistances. Au Burkina Faso, par exemple, les cultivateurs de coton, dont les habitudes de travail ont fait leurs preuves, hésitent à en changer. « Il y a aussi des freins socio-économiques, analyse José Tissier. Le semis direct suppose que les pailles restent sur le sol après la récolte. Or, dans certaines régions, comme au Maroc, les éleveurs font pâturer leurs troupeaux sur les champs après la moisson. Y introduire le semis direct résoudrait des problèmes, mais en créerait d'autres. Toutes ces techniques ont aussi des limites dont il faut avoir conscience. »

De plus, si l'agro-écologie permet d'accroître assez aisément les rendements dans les pays où, faute d'investissements dans l'agriculture, ils sont très faibles, comme c'est largement le cas en Afrique, il n'en va pas de même dans les régions où ceux-ci sont très élevés. La suppression des engrais chimiques s'y traduirait par une moindre productivité à l'hectare, mais dont il ne faut pas exagérer l'ampleur. Si l'Institut de recherche pour l'agriculture biologique (FiBL) en Suisse a montré que les fermes biologiques avaient un rendement inférieur de 20 % aux fermes conventionnelles, beaucoup d'études montrent une différence moins marquée, comme celle réalisée par l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) sur des exploitations céréalières : une utilisation très limitée d'intrants chimiques réduirait les rendements de 5 % à 10 % seulement.

Le véritable obstacle n'est en définitive pas technique mais économique et politique. Une agriculture à la fois productive et respectueuse des écosystèmes est aussi une agriculture dont les coûts, de main-d'œuvre notamment, sont souvent plus élevés que son pendant industriel. Sa mise en œuvre implique donc une claire politique de soutien... et des choix de société. ■

1. CGIAR, en anglais (www.cgiar.org).



Eleveur au Mali. Les terres considérées comme « libres » sont souvent des zones de pâturage.

IMPASSE Les trois quarts des terres cultivables sont aujourd'hui inexploitées. Mais les possibilités de les mettre en valeur sont en réalité très limitées.

UNE FAIM DE TERRES

Ayant accédé à l'indépendance le 9 juillet dernier, le Soudan va devoir d'urgence accroître sa production agricole. La moitié de ses 8 millions d'habitants souffre en effet de malnutrition. Théoriquement, ce pays ne manque pas de ressources, mais seuls 4,5 % des terres disponibles sont cultivées, selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce jeune Etat n'est pas une exception : au niveau mondial, sur 4,2 milliards d'hectares de terres adaptées à l'agriculture, 1,5 milliard sont cultivés. Et sept pays (Brésil, République démocratique du Congo, Soudan, Angola, Argentine, Colombie et Bolivie) détiennent la moitié des 2,7 milliards d'hectares non mis en valeur. Des espaces qui excitent l'appétit croissant d'entreprises multinationales ainsi que des pays confrontés à un manque de terres, en particulier en Asie et au Moyen-Orient.

Sont-ils pour autant libres pour l'expansion de l'agriculture ? Pas vraiment. « Ce sont essentiellement des zones de parcours pour le bétail ou des jachères de longue durée, prévient Marc Dufumier, professeur à AgroParisTech.

Leur exploitation en continu représente une menace pour les écosystèmes et la biodiversité. » La destruction de ces espaces, prairies et savanes arborées, qui stockent beaucoup de carbone, contribuerait en outre à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (voir encadré page 5).

L'obstacle n'est pas seulement écologique. De nombreuses populations indigènes dépendent de la préservation de ces terres « libres ». En Tanzanie, les forêts du peuple hadza, qui vit de la chasse et de la cueillette, sont aujourd'hui menacées par l'extension de

“ L'idée de consacrer les terres non utilisées aux cultures industrielles afin de ne pas mordre sur les surfaces destinées à l'alimentation est illusoire ”

François Polet

la culture d'oignons. Par ailleurs, les terres non exploitées sont de fait celles qui sont les moins bonnes et les plus éloignées des lieux de consommation, donc les moins rentables à cultiver.

Parcours d'obstacles

La FAO reconnaît qu'en tenant compte de ces critères restrictifs, au mieux 70 millions d'hectares supplémentaires pourraient réellement être exploités à des fins alimentaires, soit 5 % de la surface agricole mondiale. Et encore, car il faudrait en plus tenir compte de l'extension des villes et des routes, des impacts à long terme du changement climatique sur les surfaces cultivables et de ceux à plus court terme de la montée en puissance des agrocarburants. Or, ceux-ci concurrencent de plus en plus la production alimentaire : 37,5 millions d'hectares leur étaient dédiés en 2009, contre 14 millions en 2004, selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue).

« L'idée de consacrer les terres non utilisées aux cultures industrielles afin de ne pas mordre sur les surfaces destinées à l'alimentation s'avère en outre illusoire », précise François Polet, chargé d'études au Centre tricontinental (Cetri), une organisation non gouvernementale belge. Celle-ci vient de publier une étude sur l'Inde mettant en évidence les résultats décevants du jatropha, un oléagineux destiné à la production de biodiesel. L'Etat indien du Tamil Nadu s'est en effet fixé comme objectif la mise en culture de 100 000 hectares de jatropha en 2012, en mobilisant principalement les terres inexploitées. Or, sur ces terres, les moins fertiles, les rendements sont trop faibles pour rentabiliser cette culture et le tiers des agriculteurs qui s'y sont lancés ont déjà jeté l'éponge (1).

Les terres encore vacantes pour l'agriculture sont donc bien plus limitées qu'elles ne le sont en apparence, sauf à détruire les écosystèmes et bafouer les droits des populations autochtones. Et l'espace encore disponible se heurte à une compétition entre ses différents usages : alimentaire, énergétique, résidentiel... Le nécessaire accroissement de la production agricole mondiale passe donc par une intensification de l'agriculture. Sur des bases qui devront être écologiquement soutenables. ■

1. Voir « Agrocarburants : impacts au Sud ? », *Alternatives Sud* n° 1, vol. 18, Centre tricontinental et éditions Syllepse, 2011.

RÉGULATION Le développement de l'agroécologie ne pourra pas à lui seul répondre au défi alimentaire. Il faut parallèlement des politiques agricoles ambitieuses.

QUELLE POLITIQUE AGRICOLE POUR DEMAIN ?

Au Gabon, l'heure de la reconquête a sonné. Le pays, qui dépend à 85 % des importations pour se nourrir, veut relancer sa production vivrière. Négligée depuis des années, l'agriculture ne représente plus que 5 % de son produit intérieur brut (PIB), contre 15 % dans les années 1960. Le gouvernement espère diminuer de 5 % par an les importations de produits alimentaires de base. « Il

n'est pas raisonnable que l'essentiel de ce que les Gabonais consomment vienne de l'extérieur », a reconnu le ministre de l'Agriculture Raymond Ndong Sima, le 15 février dernier.

Un peu partout en Afrique, les gouvernements font le même raisonnement. Et certains n'ont pas attendu la flambée des prix agricoles de 2008 pour retrouver le chemin des champs. « *Au Nigeria, au Ghana, au Mali ou encore au Burkina, l'in-*

tensification de la production a commencé dès les années 1980 », observe Nicolas Bricas, chercheur au Centre international de recherche agronomique pour le développement (Cirad), qui rappelle que la production céréalière ou de tubercules en Afrique de l'Ouest et du Centre a triplé entre 1982 et 2007. Dans certains pays, à l'image du Cameroun ou de la Guinée, les légumineuses ont elles aussi enregistré une croissance rapide. « *Cette dynamique* ■■■



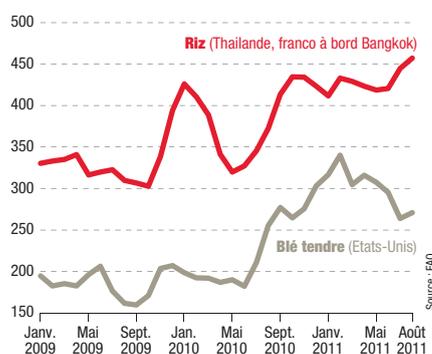
Repiquage du riz à Madagascar. Pour enrayer la spirale de la faim, les Etats pauvres doivent relancer leur propre production vivrière, trop longtemps négligée.

LES PRIX MONDIAUX SE RÉPERCUTENT SUR LES MARCHÉS LOCAUX

La tendance à la hausse des prix des matières premières agricoles devrait s'intensifier au cours de la décennie, selon le rapport « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020 » publié en juin dernier. Déjà, la facture des importations alimentaires des pays les moins avancés (PMA) devrait passer de 165,8 milliards de dollars en 2010 à 210 milliards de dollars en 2011.

Pour protéger leurs consommateurs, les pays les moins vulnérables ont la possibilité de réduire les taxes à l'importation ou de mettre sur le marché une partie de leurs stocks agricoles. « Mais quelles que soient les mesures, l'augmentation des prix internationaux finit par se répercuter sur les marchés locaux », rappelle Nicolas Bricas, chercheur au Centre international de recherche agronomique pour le développement (Cirad), citant l'exemple de Madagascar où le prix du riz, après être resté stable malgré la hausse des prix mondiaux, n'en finit pas de battre des records depuis six mois, même si ces hausses restent moins élevées que celles enregistrées sur les marchés internationaux. « Dans un premier temps, explique le chercheur, les consommateurs se rabattent sur les produits

Evolution du prix du riz et du blé sur les marchés internationaux, en dollars par tonne



locaux. Ce comportement entraîne des tensions, les agriculteurs n'ayant pas techniquement la capacité de répondre à la demande. Du coup, c'est l'ensemble des produits alimentaires qui sont touchés par les hausses de prix. » De quoi redouter de nouvelles émeutes dans un monde où, selon le Fonds international de développement agricole (Fida), une augmentation de 1 % des prix des denrées de base plonge 16 millions de personnes supplémentaires dans l'insécurité alimentaire.

■ ■ ■ a permis d'améliorer les revenus des producteurs, et donc de créer des emplois en zone rurale », indique Nicolas Bricas, auteur de plusieurs études sur ce sujet (1).

Un cercle vertueux

Ce cercle vertueux apporte de l'eau au moulin de nombre d'experts qui martèlent depuis des années que pour enrayer la spirale de la faim, les Etats doivent développer leur propre production agricole, à l'abri des vicissitudes des marchés internationaux. C'est précisément l'orientation prise au début des années 1960 par l'Europe qui, grâce à sa politique agricole commune (PAC) instaurant une protection aux frontières et garantissant aux producteurs des prix rémunérateurs, a réussi à assurer son autosuffisance alimentaire. Cette idée est aussi au cœur du droit à l'alimentation, reconnu par les Nations unies comme un droit de l'homme et qui stipule que chaque individu doit pouvoir avoir accès à une alimentation adéquate et aux moyens de se la procurer. « Cette politique doit notamment s'accompagner d'un appui à la petite agriculture familiale. Celle-ci est en effet une source d'emplois directs et indi-

rects pour une immense partie de la population dans les pays en développement, où les petits paysans et leurs familles représentent les trois quarts des victimes de la faim », rappelle Laurent Levard, responsable de programmes au Groupe de recherche et d'échanges technologiques (Gret), une organisation non gouvernementale membre du Comité français pour la solidarité internationale (CFSI).

Une telle politique nécessite de rompre avec l'ouverture à tous crins des marchés agricoles. L'abolition des protections douanières, à l'œuvre depuis le milieu des années 1990 avec la libéralisation des échanges prônée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), s'est en effet traduite par une hausse des importations alimentaires dans les pays les plus pauvres. Une évolution qui n'a fait qu'appauvrir la petite paysannerie et

la pousser vers les bidonvilles périurbains. Impossible en effet de résister à la concurrence des producteurs du Nord, non seulement infiniment plus productifs mais également largement subventionnés. Et, de plus en plus, à celle des pays émergents, comme le Brésil, dont l'agriculture d'exportation repose sur de grandes exploitations mécanisées, la destruction de l'environnement, la concentration foncière et l'exploitation de la main-d'œuvre.

Organiser la transition

Pour organiser la nécessaire transition vers des modes de production agricoles durables (voir page 8), reposant sur des techniques à faible coût et donc accessibles aux petits paysans, rehausser les taxes à l'importation offrirait aux Etats des marges de manœuvre leur permettant d'expérimenter à grande échelle ces nouvelles pratiques culturales. « Mais cela ne suffira pas. L'Etat doit aussi nous garantir un accès à la terre ou au crédit pour nous moderniser. Actuellement, nous ne pouvons vendre nos oignons que trois mois par an, faute de moyens de stockage. Du coup, ce sont les produits étrangers qui se retrouvent sur le marché de Kayes alors que nous pourrions répondre à la demande si l'Etat acceptait de nous aider », critique Ibrahim Sarr. Le directeur du Réseau d'horticulteurs de Kayes (RHK), au Mali, fustige aussi la politique de son gouvernement orientée vers les grandes exploitations et les projets de vente ou de location de terres à des entreprises ou à des Etats étrangers. De plus, sans programme de formation ou de vulgarisation conséquent, inutile d'espérer

“ Dans les pays en développement, les petits paysans et leurs familles représentent les trois quarts des victimes de la faim ”

Laurent Levard

toucher un nombre important de producteurs. Ceux-ci doivent aussi se voir garantir des prix rémunérateurs pour espérer rentabiliser leurs investissements.

La mise en œuvre de telles politiques par les pays pauvres et importateurs se traduirait par une

perte de débouchés pour les pays exportateurs de denrées agricoles. Ce qui ne serait pas forcément un mal, car leur présence sur les marchés est largement le fruit d'un modèle productiviste devenu insoutenable et qu'il est urgent de réformer. En ce qui concerne l'Union européenne, les négociations sur les prochaines orien-



Session de formation paysanne au Niger. Au Sud, un point de croissance du PIB agricole est deux fois plus efficace pour lutter contre la pauvreté qu'un point de croissance dans les autres secteurs.

tations de la PAC ne semblent hélas pas en mesure de modifier sensiblement la donne : « Certes, la tendance est à la montée en puissance des financements destinés à soutenir les bonnes pratiques environnementales, mais la volonté de perpétuer une agriculture fortement exportatrice ne faiblit pas », juge Hervé Guyomard, chercheur à l'Institut national de la recherche agronomique (Inra).

Réguler les échanges

Si la relocalisation des productions et la préservation de l'environnement étaient demain les deux piliers des politiques agricoles, cela n'empêcherait pas pour autant certains pays, tels que l'Egypte, de rester structurellement déficitaires, rappelle l'étude prospective Agrimonde conduite par l'Inra et le Cirad (voir « En savoir plus »). « Pour eux, le recours partiel aux importations restera indispensable », explique Sandrine Paillard, chercheuse à l'Inra et coauteure de ce rapport. Elle pense cependant que les pays de l'OCDE, l'Amérique latine et l'ex-URSS disposent d'un potentiel agricole suffisant pour répondre aux besoins des régions déficitaires... pour autant que celles-ci puissent s'approvisionner à un prix raisonnable.

« Cette étude prospective a mis en évidence la nécessité de s'attaquer ■■■

1. Voir « Les cultures vivrières pluviales en Afrique de l'Ouest et du Centre. Eléments d'analyse et propositions pour l'action », AFD, Cirad, Fida, A savoir n° 6, mai 2011.

CORNE DE L'AFRIQUE : LES LEÇONS D'UNE FAMINE

Le 29 juillet dernier, l'Organisation des Nations unies (ONU) tirait la sonnette d'alarme : la Corne de l'Afrique, la Somalie principalement, est en train de basculer dans la famine ; la situation s'aggrave de jour en jour et aucune amélioration n'est à attendre avant l'arrivée de la saison des pluies, en octobre. Selon l'ONU, ce sont 12 millions de personnes qui étaient, ces derniers mois, menacées de malnutrition aiguë.

La tragédie qui frappe la Corne de l'Afrique tient à ce qu'elle cumule tous les maux. D'abord et principalement, la guerre civile larvée en Somalie, dont les derniers développements s'inscrivent dans la continuité de conflits qui ont épuisé ce pays et ses voisins du nord (Ethiopie, Erythrée) depuis quarante ans. En Somalie en particulier, l'instabilité politique chronique interdit tout développement économique

et, en cette période de crise aiguë, bloque de surcroît le passage des convois humanitaires.

Sur cette toile de fond s'ajoute une sécheresse sans précédent, liée à de faibles précipitations depuis deux ans et qui frappe l'ensemble de la région, y compris le Kenya. Et pour ne rien arranger, cette sécheresse survient dans un contexte de flambée des prix alimentaires mondiaux.

Si les gouvernements sont impuissants face aux caprices du climat, ils ont en revanche (quand l'Etat existe, ce qui est le cas de l'Ethiopie, de l'Erythrée et du Kenya) des leviers d'action. Ils peuvent en particulier favoriser la constitution de stocks villageois utilisables en cas d'urgence et réduire ainsi leur dépendance vis-à-vis des aléas des marchés mondiaux. Ce qui suppose la mise en œuvre de véritables politiques agricoles.

Placer l'agriculture et le soutien aux petits producteurs au cœur des politiques de développement a du sens : sur les 5,5 milliards d'habitants des pays du Sud, 3 milliards sont des ruraux et 2,5 milliards exercent une activité agricole, selon la Banque mondiale. L'agriculture contribue ainsi largement au développement économique et au recul de la pauvreté, en assurant un revenu aux petits producteurs et en induisant des emplois en aval : transport, transformation, distribution... Dans les pays les plus pauvres, un point de croissance du produit intérieur brut (PIB) agricole est deux fois plus efficace pour lutter contre la pauvreté qu'un point de croissance dans les autres secteurs, note la Banque mondiale. Et qui dit recul de la pauvreté, dit souvent aussi atténuation des tensions politiques.

« à la volatilité des cours », poursuit Hervé Guyomard, qui se félicite que le sujet figure parmi les priorités du G20 agricole, même si le chemin à parcourir reste semé d'embûches. L'engagement pris par les Etats de partager les informations sur le niveau de leurs stocks devrait limiter la spéculation et les violentes variations des cours, qui frappent aussi des pays dont la dépendance aux importations est moindre (voir encadré page 12).

Besoin de financements

Cette plus grande régulation devra aussi s'accompagner d'investissements massifs au profit de l'agriculture des pays en développement. Et c'est bien là que le bât blesse... L'engagement pris il y a dix ans par les pays africains dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad) de consacrer 10 % de leur budget à ce secteur n'a pas, sauf exception, été suivi d'effet. Cette proportion stagne aux alentours de 6 % en moyenne depuis vingt ans.

En dépit des annonces, la communauté internationale ne se précipite pas non plus pour transformer sa générosité en espèces sonnantes et tré-

L'aide au développement consacrée au secteur agricole ne pèse aujourd'hui que 4,7 % des montants alloués aux pays du Sud, contre plus de 17 % dans les années 1980

buchantes. L'aide au développement consacrée au secteur agricole ne pèse aujourd'hui que 4,7 % des montants alloués aux pays du Sud, contre plus de 17 % dans les années 1980. « Nécessaire, son augmentation ne résoudra pas tous les problèmes », prévient cependant Pascal Erard, du CFSI, qui demande à Bruxelles une plus grande cohérence entre ses politiques : « Trop souvent, les bailleurs reprennent d'une main ce qu'ils donnent de l'autre. L'Union européenne, par exemple, a sensiblement accru son aide au développement de l'agriculture des pays du Sud, tout en continuant à subventionner ses exportations. » ■

Dossier réalisé par
LAURENCE ESTIVAL

L'inertie du système retarde le changement de cap



ENTRETIEN

Olivier de Schutter,
rapporteur spécial
des Nations unies
sur le droit
à l'alimentation

Agroécologie et souveraineté alimentaire sont les maîtres mots de votre rapport présenté en décembre dernier. Votre vision est-elle partagée par les responsables politiques ?

On observe des inflexions dans les discours, mais nous sommes toujours en pleine schizophrénie : d'un côté, la communauté internationale souligne que pour nourrir le monde, il faut à la fois favoriser le développement de la production agricole dans les pays du Sud et veiller à préserver les ressources naturelles. De l'autre, l'inertie du système retarde le changement de cap.

Comment expliquez-vous ce décalage ?

L'idée que la modernisation de l'agriculture passe par l'utilisation de plus d'intrants est difficile à combattre. Les entreprises de l'agrochimie n'ont pas intérêt à ce que les pratiques évoluent. Il y a aussi une vraie méconnaissance des potentialités de l'agroécologie. Les gouvernements et les administrations des pays du Sud considèrent ces méthodes comme un retour au passé et ne veulent pas les promouvoir. Les décideurs sont prisonniers des schémas classiques qui ont baigné toute leur carrière : il faut développer les cultures d'exportation pour

industrialiser l'agriculture, favoriser le décollage économique et poursuivre le désendettement. Du coup, ils n'investissent pas dans l'agriculture vivrière, y compris quand ils voient la facture de leurs importations alimentaires exploser du fait de la hausse des cours mondiaux. Il est vrai que les gouvernements ont tendance à raisonner sur le court terme, tandis qu'une politique de relance des productions locales ne peut donner des résultats immédiats.

Pour ces pays, le changement climatique est-il un argument pour favoriser la transition vers une agriculture écologique ?

Tant pour limiter l'ampleur du changement climatique que pour s'adapter à ses impacts prévisibles, ces pays ont intérêt à favoriser l'agroécologie. Mais attention à ne pas leur faire assumer des responsabilités qui ne sont pas forcément les leurs. Quand les pays occidentaux pointent du doigt le rôle effectivement important joué par la déforestation et l'agriculture au Sud dans les émissions mondiales de gaz à effet de serre, il serait juste de rappeler qu'ils sont aussi des importateurs d'une huile de palme ou d'un soja à l'origine de ces émissions au Sud. Et pour faire bonne mesure, il faudrait comptabiliser non pas les seules émissions des pays riches liées à la production agricole, mais celles que génère l'ensemble de leur chaîne alimentaire : transformation, transport, conditionnement, distribution... Des arguments qui plaident pour une certaine relocalisation de la production alimentaire, tout en sachant que des échanges mondiaux resteront indispensables. ■

En savoir plus

Nourrir la planète, par Michel Griffon, Odile Jacob, 2006.
Agri monde. Scénario et défis pour nourrir le monde en 2050, par Sandrine Paillard, Sébastien Treyer et Bruno Dorin (dir.), Editions Quae, 2010.
« **Agroécologie et droit à l'alimentation** », par Olivier de Schutter, Nations unies, décembre 2010, accessible sur www.srfood.org/index.php/fr/rapports-publies
« **Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO 2011-2020** », juin 2011, accessible sur www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/ocde/agriculture-and-food/perspectives-agricoles-de-l-ocde-et-de-la-fao-2011-agr_outlook-2011-fr

« **Price Volatility and Food Security** », FAO, juillet 2011 (www.fao.org).
« **Gérer les terres et l'eau afin de nourrir neuf milliards d'êtres humains et protéger les systèmes naturels** », Banque mondiale, dans *Rapport 2010 sur le développement dans le monde*, accessible sur <http://siteresources.worldbank.org/INTWDR2010/Resources/Ch3FRENCH-3.pdf>.

La Semaine de
la solidarité internationale
www.lasemaine.org

Du 12 au 20 novembre 2011 - 14^e édition

+++++ « **Droits à l'essentiel !** »



© MarOne

Révolutions populaires au Maghreb et au Machrek pour la dignité et la liberté... réappropriation citoyenne en Europe des questions de dette publique, de transitions énergétiques et écologiques... Au cœur des grands enjeux d'actualité internationale, c'est du respect des droits humains qu'il s'agit, qu'ils soient civils, économiques, sociaux ou culturels.

Dans l'effervescence citoyenne de ce début de décennie, la 14^e Semaine de la solidarité internationale montrera comment ces droits sont traduits en actes

par les citoyens du monde qui s'indignent, résistent, s'organisent, construisent et inventent leurs propres modèles pour vivre ensemble.

Du 12 au 20 novembre, partout en France, saisissons-nous collectivement de nos droits et libertés d'expression pour porter haut et fort les valeurs de la solidarité internationale et être acteurs d'un monde plus équitable, ici et ailleurs.

www.lasemaine.org

En collaboration avec :



Avec le soutien et la participation de :



ALIMENT TERRE
FESTIVAL DE FILMS DOCUMENTAIRES
 DU 15 OCTOBRE
 AU 30 NOVEMBRE 2011
 FRANCE
 BELGIQUE - BENIN - POLOGNE - TOGO

LES FILMS DE L'ÉDITION 2011

GLOBAL STEAK : NOS ENFANTS MANGERONT DES CRIQUETS

DIVE !

MALI, LES PAYSANS VEILLENT AU GRAIN

BANANES À RÉGIME FORCÉ

DU RIZ ET DES HOMMES

COMMENT NOURRIR TOUT LE MONDE ?

le programme sur www.festival-alimentterre.org

avec le soutien de :



en partenariat avec :



Comité Français pour la
 Solidarité Internationale
www.cfsi.asso.fr

Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Agence française de développement, du ministère des Affaires étrangères et européennes et de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Agence française de développement, du ministère des Affaires étrangères et européennes ou de l'Union européenne.

C A M P A G N E

ALIMENTERRE



Comité Français pour la
Solidarité Internationale
www.cfsi.asso.fr

www.alimenterre.org

avec le soutien de :



en partenariat avec :



Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Agence française de développement, du ministère des Affaires étrangères et européennes et de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de CFSI et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Agence française de développement, du ministère des Affaires étrangères et européennes ou de l'Union européenne.